

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2551

[C - 2003/27462]

**15 MAI 2003. — Décret relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application et définition du plan de prévention de proximité**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci. Son champ d'application est limité au territoire de la région de langue française.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° prévention de proximité : la prévention du décrochage social au sens large par une politique de quartier transversale et adaptée;

2° plan de prévention de proximité, ci-après dénommé plan : le plan dont l'objectif transversal est la prévention de proximité au sein des villes et communes et qui rassemble l'ensemble des actions qui, dans quelque domaine de compétence que ce soit, sont initiées par les autorités communales, dans le respect des politiques, dispositifs et réglementations existants, en complémentarité avec les éventuelles actions menées par les autres acteurs, publics ou privés, actifs sur le territoire concerné;

3° autorités communales : la commune ou les communes qui présentent seules ou conjointement un projet dans le cadre du présent décret.

**Art. 3.** Le plan assure la coordination, la cohérence et l'articulation de l'ensemble des projets qu'il développe.

Les actions reprises dans le plan, telles que définies à l'article 2, visent, tout en assurant la concertation entre les différents services et acteurs impliqués par la prévention de proximité, sur le territoire de la ou des communes concernées, à :

1° répondre aux besoins locaux en matière de prévention de la précarisation, de la pauvreté et de l'exclusion;

2° répondre aux besoins locaux en matière de réduction des risques liés à la toxicomanie;

3° retisser les liens sociaux, intergénérationnels et interculturels;

4° répondre aux besoins locaux en matière de prévention de la délinquance et d'assistance aux victimes.

**Art. 4.** Le plan est un partenariat entre la Région et les autorités communales en vue de soutenir et de développer des actions telles que décrites aux articles 2 et 3.

Le plan identifie les objectifs poursuivis, les différents partenaires et leurs contributions à la mise en œuvre du plan.

Le Gouvernement fixe les mentions minimales et les modalités d'élaboration, d'approbation, d'exécution et d'évaluation du plan.

**Art. 5.** Le plan est mis en œuvre sur une période renouvelable de trois années, prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de l'installation du conseil communal et le 1<sup>er</sup> janvier de la quatrième année qui suit celle de l'installation du conseil communal.

**CHAPITRE II. — Mode de sélection des plans subventionnés**

**Art. 6.** La liste des communes éligibles au plan est établie sur la base des critères suivants :

1° son taux de bénéficiaires du revenu d'intégration;

2° son taux d'enfants âgés de six à dix-huit ans scolarisés sur le territoire de la commune;

3° le taux de demandeurs d'emploi;

4° le taux de ménages à revenu modeste et précaire;

5° le taux de logements sociaux;

6° le taux de ménages monoparentaux;

7° le taux de population résidant dans un parc résidentiel de week-end ou dans un camping;

8° le nombre d'habitants.

Les modalités de calcul des taux et les conditions d'éligibilité sont fixées par le Gouvernement.

**Art. 7.** Dans le courant du mois de janvier de la dernière année de la mise en œuvre du plan, le Gouvernement adresse aux communes éligibles un appel à projets.

Le collège des bourgmestre et échevins des autorités communales concernées réalise un projet de plan, établi sur la base de la politique de prévention de proximité menée sur son territoire, et le transmet au Gouvernement selon les modalités déterminées par celui-ci.

Le projet de plan reprend, par action développée au sens de l'article 3, les initiatives à mener, les résultats escomptés et les partenaires associés.

Le plan est adopté par le conseil communal des autorités communales concernées.

**Art. 8.** Le Gouvernement arrête la liste des plans dont la mise en œuvre est subventionnée.

Il motive sa décision et détermine le montant de la subvention, pour trois ans, selon les modalités qu'il précise et sur la base des critères suivants :

- 1° l'appréciation des taux repris à l'article 6;
- 2° l'étendue des partenariats recherchés et constitués;
- 3° la cohérence des actions développées dans le plan avec le type de partenariats constitués;
- 4° la cohérence des actions développées dans le plan avec l'article 3.

Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi de la subvention ainsi que le nombre de points octroyés conformément aux dispositions du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement des demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Dans ce cadre, les services, dispositifs ou actions repris dans les plans de prévention de proximité qui font, au travers des contrats de sécurité et de prévention, déjà l'objet ou entraînent dans le cadre de conventions de partenariat soit avec un autre niveau de pouvoir, soit avec d'autres dispositifs relevant de la Région wallonne, feront, si leur évaluation est positive, l'objet d'un financement prioritaire, pour autant qu'ils répondent aux objectifs définis à l'article 3.

**Art. 9.** Le Gouvernement détermine le taux de participation des communes au financement des plans et définit les dépenses admissibles à la subvention et l'octroi de points A.C.S. (Agents contractuels subventionnés).

**Art. 10.** Pour chaque année du triennat, le Gouvernement liquide 50 % du montant du tiers de la subvention.

Le solde du montant annuel de la subvention est liquidé après approbation par le Gouvernement des dépenses réalisées par les autorités communales concernées.

### CHAPITRE III. - *Fonctionnement du plan*

**Art. 11.** Le collège des bourgmestre et échevins des autorités communales concernées veille à la coordination, la cohérence et l'articulation des projets développés.

**Art. 12.** Pour la mise en œuvre du plan, une commission de prévention de proximité est créée à l'initiative des autorités communales sur la base du partenariat organisé par une convention.

Cette convention de partenariat est conclue au plus tard préalablement à la mise en œuvre du plan. Cette commission se compose :

- 1° d'un président, membre du ou d'un des collèges des bourgmestre et échevins, assisté d'un vice-président, membre du bureau permanent du ou d'un C.P.A.S. et désigné par celui-ci ou ceux-ci;
- 2° d'un chef de projet désigné par le(s) conseil(s) de l'autorité communale parmi le personnel communal ou de C.P.A.S.;
- 3° du ou des responsables de la coordination sociale du ou des C.P.A.S.;
- 4° des représentants des institutions et services associés dans le cadre de la concertation prévue à l'article 4.

Les fonctions de président et de chef de projet sont incompatibles.

La commission de prévention de proximité se réunit autant de fois que nécessaire et au moins trois fois par an. Elle est compétente pour formuler toute proposition et recommandation au(x) collègue(s) des bourgmestre et échevins dans le cadre de sa mission de coordination des projets et en vue de l'établissement du rapport prévu à l'article 13.

Sur la base du modèle établi par le Gouvernement, le collège des bourgmestre et échevins des autorités communales concernées adopte la charte déontologique applicable au sein du plan, sur proposition de la commission.

Il est fait référence à la charte déontologique dans la convention de partenariat visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le représentant des services du Gouvernement peut participer, sur simple demande, aux réunions telles que visées à l'alinéa 5.

CHAPITRE IV. — *Evaluation des plans*

**Art. 13.** Le collège des bourgmestre et échevins des autorités communales concernées rédige annuellement un rapport à l'intention de la Région. Ce rapport est également transmis pour information à chaque membre de la commission de prévention de proximité.

Le rapport comprend un examen de l'état d'avancement du plan et des initiatives qui le sous-tendent, ainsi que des propositions relatives au maintien ou à l'adaptation des projets menés.

Le Gouvernement peut déterminer les formes du rapport. Le rapport est transmis au Gouvernement.

Un rapport financier pour l'année écoulée ainsi qu'un document budgétaire prévoyant pour l'année en cours l'ensemble des dépenses afférentes au plan sont joints au rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

A la fin du triennat, le collège des bourgmestre et échevins des autorités communales concernées évalue l'ensemble du plan mis en œuvre au cours du triennat dans un document global, auquel est joint un rapport financier.

**Art. 14.** Les documents visés à l'article 13 sont adoptés par le conseil communal des autorités communales concernées et transmis au Gouvernement.

**Art. 15.** Le Gouvernement réalise les évaluations annuelles et finales du plan selon les modalités qu'il détermine. Ces évaluations portent sur l'ensemble des objectifs et des projets à réaliser pour la mise en œuvre du plan.

**Art. 16.** Le Gouvernement transmet au Parlement un rapport d'évaluation global sur les plans de prévention de proximité.

CHAPITRE V. — *Régime progressif de sortie*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les autorités communales qui, d'une part, disposaient d'une subvention du plan pour le triennat précédent et bénéficient d'une évaluation finale positive en vertu de l'article 15, et qui, d'autre part, deviennent non éligibles au titre de la subvention, en exécution de l'article 6, ou dont le projet de plan n'est pas retenu pour le prochain triennat en application de l'article 8, bénéficient, si elles le souhaitent, d'une subvention dégressive sur une période de trois ans.

Le montant de la subvention dégressive prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> est calculé comme suit :

- 1° pour la première année, 75 % de la dernière subvention perçue pour la mise en œuvre d'un plan;
- 2° pour la deuxième année, 50 % de la dernière subvention perçue pour la mise en œuvre d'un plan;
- 3° pour la troisième année, 25 % de la dernière subvention perçue pour la mise en œuvre d'un plan.

§ 2. Lorsque le montant de la subvention du plan pour le prochain triennat est diminué de 50 % ou plus, les autorités communales bénéficient, si elles le souhaitent, d'une subvention dégressive égale à :

- 1° pour la première année, 75 % de la dernière subvention perçue pour la mise en œuvre d'un plan;
- 2° pour la deuxième année, 50 % de la dernière subvention perçue pour la mise en œuvre d'un plan;
- 3° pour la troisième année, au taux octroyé lors de la notification.

§ 3. Les articles 13 à 16 restent d'application durant le régime progressif de sortie.

CHAPITRE VI. — *L'assistance aux victimes dans les zones de police*

**Art. 18.** Nonobstant la reconnaissance par le Gouvernement wallon d'un plan, une subvention peut être accordée à une des communes membres de la zone de police concernée, selon les modalités définies par le Gouvernement, affectée au coût d'un travailleur social chargé, dans le ressort territorial de la zone, d'accompagner les services de police locale et d'améliorer l'accueil de première ligne des victimes.

Le Gouvernement désigne, par province, un travailleur social au moins visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, qui assurera, en outre, la coordination globale en matière d'aide aux victimes pour le territoire provincial concerné.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives*

**Art. 19.** A l'article 15 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement des demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 11°, et le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 11°, sont abrogés.

A l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, les mots « paragraphe 1<sup>er</sup>, 4° et 6° à 12° » sont remplacés par les mots « paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° à 4°, 6° à 10° et 12° ».

A l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du même décret, les mots « en fonction des critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, 5°, 6°, 7°, 9° et 10° » sont remplacés par les mots « en fonction des critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, 5° à 10° ».

A l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du même décret, il est inséré un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine le nombre de points attribués à chaque commune dans le cadre du décret relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie. »

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 20.** Par dérogation à l'article 5, les premiers plans approuvés et subventionnés en vertu du présent décret concernent les années 2004-2007.

**Art. 21.** Par dérogation à l'article 7, pour les années 2004-2007, l'appel à projets est lancé au plus tard à la fin du mois qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

Les projets de plan doivent être transmis au Gouvernement au plus tard dans le mois qui suit l'appel à projets visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement arrête la liste des plans et détermine le montant de la subvention, conformément à l'article 8, au plus tard dans les deux mois qui suivent l'appel à projets visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 22.** Les villes et communes qui bénéficiaient d'une subvention régionale, dans le cadre d'un contrat de sécurité et de société ou d'un plan social intégré, telle qu'elle a été allouée avant l'entrée en vigueur du présent décret en application des arrêtés du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002 octroyant une subvention aux communes de la Région wallonne pour la mise en œuvre d'un plan social intégré pour l'année 2002 et octroyant, pour l'année 2002, une subvention aux villes de Charleroi, La Louvière, Liège, Mons, Namur, Seraing, Tournai et Verviers pour la mise en œuvre du volet wallon des contrats de sécurité et de prévention, peuvent prétendre au bénéfice du régime de sortie prévu à l'article 15. Toutefois, il y a lieu, dans ce cas, de se baser sur les évaluations de ces dispositifs déjà réalisées par l'administration.

**Art. 23.** Les articles 8, 9 et 19, pour ce qui concerne les points A.C.S., produisent leurs effets lorsque le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement des demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et son arrêté d'exécution entrent en vigueur, et ce, sans préjudice de l'entrée en vigueur des autres dispositions du présent décret.

**Art. 24.** L'ensemble des réglementations régionales actuellement en vigueur, qui font référence aux plans sociaux intégrés, tels que subventionnés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002, et les contrats de sécurité et de prévention, tels que subventionnés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2002, sont applicables, dès l'entrée en vigueur du présent décret, aux plans de prévention de proximité tels que définis au présent décret.

**Art. 25.** Le présent décret sort ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 mai 2003.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

—————  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil* 493 (2002-2003) n<sup>os</sup> 1 à 5.

*Compte-rendu intégral*, séance publique du 29 avril 2003. — Discussion.

*Compte-rendu intégral*, séance publique du 30 avril 2003. — Vote.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 2551

[C — 2003/27462]

**15 MEI 2003. — Decreet betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en omschrijving van het plan voor buurtpreventie**

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° buurtpreventie : de preventie van maatschappelijke uitstoting in de ruime zin van het woord, door een geschikt en overkoepelend wijkbeleid;

2° plan voor buurtpreventie, hierna plan genoemd : het plan met als overkoepelend doel de buurtpreventie binnen de steden en gemeenten en dat alle door de gemeenteoverheid ingevoerde acties overkoepelt, ongeacht het bevoegdheidsgebied, met inachtneming van de bestaande beleidsvormen, beschikkingen en reglementeringen, die de door de andere op het betrokken grondgebied actieve overheids- of privé-sectoren eventueel gevoerde acties aanvullen;

3° gemeenteoverheid : de gemeente(n) die in het kader van dit decreet alleen of samen een project indienen.

**Art. 3.** Het plan beoogt de coördinatie, de samenhang en de aaneenschakeling van alle uitgewerkte projecten.

De in het plan opgenomen acties, zoals bepaald in artikel 2, zorgen voor een overleg tussen de verschillende diensten en actoren die voor de buurtpreventie op het grondgebied van de betrokken gemeente(n) optreden en hebben tot doel :

1° in plaatselijke behoeften te voorzien inzake preventie van groeiende bestaansonzekerheid, armoede en uitsluiting;

2° in plaatselijke behoeften te voorzien inzake vermindering van risico's van drugsverslaving;

3° het sociale, intergenerationele en interculturele weefsel te herstellen;

4° in plaatselijke behoeften te voorzien inzake preventie van criminaliteit en bijstand aan slachtoffers.

**Art. 4.** Het plan is een samenwerkingsverband tussen het Gewest en de gemeenteoverheid teneinde acties te ondersteunen en te ontwikkelen zoals omschreven in de artikelen 2 en 3.

In het plan worden de beoogde doelstellingen, de verschillende partners en hun bijdragen tot de uitvoering van het plan verduidelijkt.

De Regering bepaalt de minimale vermeldingen en de wijze van uitwerking, goedkeuring, uitvoering en van evaluatie van het plan.

**Art. 5.** Het plan wordt over een hernieuwbare periode van drie jaar ten uitvoer gelegd vanaf 1 januari van het jaar volgend op het jaar van de installatie van de gemeenteraad en vanaf 1 januari van het vierde jaar volgend op het jaar van de installatie van de gemeenteraad.

**HOOFDSTUK II. — Wijze van selectie van gesubsidieerde plannen**

**Art. 6.** De lijst van de gemeenten die voor het plan in aanmerking komen wordt op grond van volgende criteria opgemaakt :

1° het percentage leefloongerechtigden;

2° het percentage schoolgaande kinderen van zes tot achttien jaar op het grondgebied van de gemeente;

3° het percentage werkzoekenden;

4° het percentage gezinnen met een bescheiden inkomen en die in een bestaansonzekere toestand verkeren;

5° het percentage sociale woningen;

6° het percentage éénoudergezinnen;

7° het percentage van de bevolking dat permanent in een weekendverblijfspark of op een camping woont;

8° het aantal inwoners.

De Regering bepaalt de wijze van berekening van de percentages en de voorwaarden om voor het plan in aanmerking te komen.

**Art. 7.** In de loop van de maand januari van het laatste jaar van de implementering van het plan, doet de Regering een oproep tot het indienen van projecten aan de in aanmerking komende gemeenten.

Het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenteoverheid maakt een ontwerp van plan op, dat op grond van het op het desbetreffende grondgebied gevoerde beleid voor buurtpreventie wordt gevoerd en stuurt het aan de Regering volgens de door haar bepaalde regels.

In het ontwerp van plan worden per actie die in de zin van artikel 3 wordt gevoerd de te ontwikkelen initiatieven, de verwachte resultaten en de betrokken partners vermeld.

Het plan wordt door de gemeenteraad van de betrokken gemeenteoverheid aangenomen.

**Art. 8.** De Regering bepaalt de lijst van de plannen waarvan de implementering wordt gesubsidieerd.

Zij moet haar beslissing met redenen omkleeden en het bedrag van de subsidie voor drie jaar bepalen volgens de door haar gestelde regels en op grond van volgende criteria :

- 1° de beoordeling van de in artikel 6 vermelde percentages;
- 2° de omvang van de gezochte en bestaande partners;
- 3° de samenhang van de in het plan ontwikkelde acties met de soort van bestaande partners;
- 4° de samenhang van de in het plan ontwikkelde acties met artikel 3.

De Regering bepaalt de regels voor de toekenning van de subsidie alsmede het aantal punten die toegekend zijn overeenkomstig het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

De diensten, beschikkingen of acties in de plannen voor buurtpreventie waarvoor d.m.v. preventie- en veiligheidscontracten partnerschapsovereenkomsten ofwel met een ander overheidsniveau, ofwel met andere onder het Waalse Gewest vallende beschikkingen reeds gesloten werden, zullen, in geval van positieve evaluatie, bij voorrang voor financiering in aanmerking komen voorzover ze de in artikel 3 bepaalde doelstellingen bereiken.

**Art. 9.** De Regering bepaalt het percentage voor de bijdrage van de gemeenten tot de financiering van de plannen en legt de uitgaven vast die voor de subsidie in aanmerking komen alsmede de toekenning van punten geco's (gesubsidieerde contractuelen).

**Art. 10.** Voor elk jaar van de driejarige periode vereffent de Regering 50 % van het bedrag van één derde van de subsidie.

Het saldo van het jaarlijks bedrag van de subsidie wordt vereffend na goedkeuring door de Regering van de door de betrokken gemeenteoverheid gedane uitgaven.

### HOOFDSTUK III. — *Werking van het plan*

**Art. 11.** Het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenteoverheid ziet toe op de coördinatie, de samenhang en de aaneenschakeling van de uitgewerkte projecten.

**Art. 12.** Voor de implementering van het plan wordt op initiatief van de gemeenteoverheid een commissie voor de buurtpreventie opgericht op grond van een bij een overeenkomst georganiseerd samenwerkingsverband.

Deze partnerschapsovereenkomst wordt uiterlijk vóór de implementering van het plan gesloten.

De commissie bestaat uit :

- 1° één voorzitter, lid van het of één van de college(s) van burgemeester en schepenen, bijgestaan door één ondervoorzitter, lid van het vast bureau van het of één O.C.M.W. en die door hem of hen aangewezen is;
- 2° één projectleider aangewezen door de raad (raden) van de gemeenteoverheid onder het gemeentepersoneel of het personeel van het O.C.M.W.;
- 3° één of verscheidene hoofden van de sociale coördinatie van het of de O.C.M.W.'s;
- 4° vertegenwoordigers van betrokken instellingen en diensten in het kader van het in artikel 4 bedoelde overleg.

De functies van voorzitter en projectleider zijn niet met elkaar te verenigen.

De Commissie voor de Buurtpreventie vergadert zo dikwijls als nodig en minstens driemaal per jaar. Zij is bevoegd om ieder voorstel of iedere aanbeveling te formuleren aan het of de college(s) van burgemeester en schepenen in het kader van haar opdracht voor de coördinatie van projecten en met het oog op het opstellen van het in artikel 13 bedoelde verslag.

Op grond van het door de Regering opgemaakte model en op voorstel van de commissie keurt het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenteoverheid het deontologisch handvest goed dat binnen het plan van toepassing is.

In de in het eerste lid bedoelde partnerschapsovereenkomst wordt verwezen naar het deontologisch handvest.

De vertegenwoordiger van de regeringsdiensten kan op gewone aanvraag aan de in het vijfde lid bedoelde vergaderingen deelnemen.



HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie van de plannen*

**Art. 13.** Het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenteoverheid brengt een jaarverslag uit en bezorgt het aan het Waalse Gewest. Dit verslag wordt ook ter informatie aan elk lid van de Commissie voor de Buurtpreventie toegezonden.

Het verslag bestaat uit een vorderingsstaat van het plan, uit initiatieven die het plan ondersteunen en voorstellen voor het behoud of de aanpassing van de uitgevoerde projecten.

De Regering kan de vorm van het verslag bepalen. Het verslag wordt aan de Regering doorgezonden.

Een financieel verslag voor het afgelopen jaar alsmede een begrotingsstuk met alle geraamde uitgaven met betrekking tot het plan voor het lopend jaar worden bij het in het eerste lid bedoelde verslag gevoegd.

Na afloop van de driejarige periode maakt het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenteoverheid een evaluatie op van het gezamenlijk plan dat tijdens de driejarige periode wordt uitgevoerd, d.m.v. een globaal document waarbij een financieel verslag wordt gevoegd.

**Art. 14.** De in artikel 13 bedoelde documenten worden door de gemeenteraad van de betrokken gemeenteoverheid aangenomen en naar de Regering verstuurd.

**Art. 15.** De Regering maakt de jaarlijkse en eindevaluaties van het plan op volgens de door haar gestelde regels. Deze evaluaties hebben betrekking op de gezamenlijke doelstellingen en projecten die voor de implementering van het plan nodig zijn.

**Art. 16.** De Regering bezorgt het Parlement een globaal evaluatieverslag over de plannen voor buurtpreventie.

HOOFDSTUK V. — *Stelsel voor een degressief voordeel*

**Art. 17.** § 1. De gemeenteoverheid die, enerzijds, een subsidie voor het plan tijdens de vorige driejarige periode genoot en krachtens artikel 15 een positieve evaluatie heeft gekregen, en die, anderzijds, niet meer voor een subsidie in aanmerking kan komen in uitvoering van artikel 6, of waarvan het ontwerp van plan voor de volgende driejarige periode niet aangenomen is krachtens artikel 8, komt, indien gewenst, in aanmerking voor een degressieve subsidie over een periode van drie jaar.

Het bedrag van de in het eerste lid bepaalde subsidie wordt berekend als volgt :

- 1° voor het eerste jaar, 75 % van de laatste subsidie die voor de uitvoering van een plan ontvangen is;
- 2° voor het tweede jaar, 50 % van de laatste subsidie die voor de uitvoering van een plan ontvangen is;
- 3° voor het derde jaar, 25 % van de laatste subsidie die voor de uitvoering van een plan ontvangen is.

§ 2. Wanneer het bedrag van de subsidie voor het plan van de volgende driejarige periode met 50 % of hoger verminderd is, kan de gemeenteoverheid, indien gewenst, in aanmerking komen voor een degressieve subsidie gelijk aan :

- 1° voor het eerste jaar, 75 % van de laatste subsidie die voor de uitvoering van een plan ontvangen is;
- 2° voor het tweede jaar, 50 % van de laatste subsidie die voor de uitvoering van een plan ontvangen is;
- 3° voor het derde jaar, tegen de bij de mededeling toegekende rente.

§ 3. De artikelen 13 tot en met 16 blijven van toepassing tijdens het stelsel voor een degressief voordeel.

HOOFDSTUK VI. — *Bijstand aan slachtoffers in de politiezones*

**Art. 18.** Ondanks de erkenning van een plan door de Waalse Regering kan een subsidie volgens de door de Regering bepaalde regels worden verleend aan één van de gemeenten die lid zijn van de betrokken politiezaone. Deze subsidie wordt besteed aan de kosten van een maatschappelijk werker die in het territoriaal rechtsgebied van de zone, tot taak heeft de lokale politiediensten te begeleiden en voor een betere eerstelijnsopvang van slachtoffers te zorgen.

De Regering wijst minstens één in het eerste lid bedoelde maatschappelijk werker per provincie aan die ook voor de globale coördinatie inzake hulp aan slachtoffers zal zorgen voor het betrokken provinciale grondgebied.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 19.** In artikel 15 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, worden paragraaf 1, eerste lid, 11°, en paragraaf 2, eerste lid, 11°, opgeheven.

In artikel 15, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "paragraaf 1, 4° en 6° tot en met 12°" vervangen door de woorden "paragraaf 1, 1° tot en met 4°, 6° tot en met 10° en 12°".

In artikel 15, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "al naar gelang van de criteria bedoeld in paragraaf 1, 3°, 5°, 6°, 7°, 9° en 10°" vervangen door de woorden "naar gelang van de criteria bedoeld in paragraaf 1, 3°, 5° tot en met 10°".

In artikel 15, § 1, van hetzelfde decreet wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt het aantal punten die aan iedere gemeente worden toegekend overeenkomstig het decreet betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten. »

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 20.** In afwijking van artikel 5, hebben de eerste plannen die krachtens dit decreet goedgekeurd en gesubsidieerd worden, betrekking op de jaren 2004-2007.

**Art. 21.** In afwijking van artikel 7 wordt de oproep tot het indienen van projecten voor de jaren 2004-2007 uiterlijk aan het einde van de maand volgend op de inwerkingtreding van dit decreet gedaan.

De ontwerpen van plannen worden uiterlijk binnen de maand volgend op de in het eerste lid bedoelde oproep tot het indienen van projecten, aan de Regering bezorgd.

Uiterlijk binnen twee maanden volgend op de in het eerste lid bedoelde oproep tot het indienen van projecten bepaalt de Regering de lijst van de plannen en het bedrag van de subsidie overeenkomstig artikel 8.

**Art. 22.** De steden en gemeenten die voor een gewestelijke subsidie in aanmerking kwamen in het kader van een veiligheids- en samenlevingscontract of van een geïntegreerd sociaal plan, zoals toegekend vóór de inwerkingtreding van dit decreet, overeenkomstig de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 2002 tot toekenning van een subsidie aan gemeenten van het Waalse Gewest voor de uitvoering van een geïntegreerd sociaal plan voor het jaar 2002 en waarbij een subsidie aan de steden Charleroi, La Louvière, Luik, Bergen, Namen, Seraing, Doornik en Verviers voor 2002 wordt verleend voor de tenuitvoerlegging van Waalse acties voor de veiligheids- en preventiecontracten, kunnen aanspraak maken op het in artikel 15 bedoelde stelsel voor een degressief voordeel. In dit geval dient evenwel rekening te worden gehouden met de door het bestuur reeds verrichte evaluaties van deze beschikkingen.

**Art. 23.** De artikelen 8, 9 en 19, voor wat de punten geco's betreft, hebben uitwerking wanneer het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en het uitvoeringsbesluit ervan in werking treden, onverminderd de inwerkingtreding van de andere bepalingen van dit decreet.

**Art. 24.** Alle momenteel geldende gewestelijke regelgevingen die naar de geïntegreerde sociale plannen verwijzen, zoals gesubsidieerd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002, en de veiligheids- en preventiecontracten, zoals gesubsidieerd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2002, zijn van toepassing, vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, op de plannen voor buurtpreventie zoals bepaald in dit decreet.

**Art. 25.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 mei 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA  
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS  
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET  
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

*Stukken van de Raad 493 (2002-2003) nrs. 1 tot en met 5*

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 29 april 2003. — Bespreking

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 30 april 2003. — Stemming.